

Table des matières

	<i>Première partie</i>	
	La juridiction administrative	3
<i>Chapitre 1</i>		
	Le statut de la juridiction administrative	5
	<i>Section 1</i>	
	La lente consécration d’une juridiction administrative indépendante	5
	I. Le règlement du contentieux administratif est confié à l’administration elle-même	5
	II. L’apparition d’organes juridictionnels spécialisés et indépendants au sein de l’administration	6
	III. L’apparition de juridictions administratives	7
	IV. La constitutionnalisation de la juridiction administrative.....	9
	<i>Section 2</i>	
	La confrontation de la juridiction administrative aux exigences externes	11
	I. La pluralité des fonctions exercées par le Conseil d’État	12
	II. Le rapporteur public	15
	III. La lutte contre la lenteur de la justice administrative	18
<i>Chapitre 2</i>		
	La compétence du juge administratif	29
	<i>Section 1</i>	
	Le critère jurisprudentiel	32
	I. Le droit administratif, un droit jurisprudentiel	32
	II. Le service public et la prérogative de puissance publique	35
	III. L’autonomie du droit administratif	38
	IV. Le service public industriel et commercial	41
	<i>Section 2</i>	
	Le juge judiciaire gardien des libertés individuelles	48
	I. Les pouvoirs du juge judiciaire à l’égard des actes administratifs varient selon qu’il s’agit du juge pénal ou du juge civil	48
	II. La voie de fait.....	54
<i>Chapitre 3</i>		
	Le règlement des conflits	67
	<i>Section 1</i>	
	Le conflit positif	68
	<i>Section 2</i>	
	Le conflit négatif	69
	<i>Section 3</i>	
	La saisine du Tribunal des conflits, par renvoi d’une juridiction à titre préventif	70
	<i>Section 4</i>	
	Le Tribunal des conflits juge en cas de déni de justice	71

<i>Deuxième partie</i>	
Les normes de contrôle	
	75
<i>Chapitre 1</i>	
La Constitution	77
<i>Section 1</i>	
La Constitution, norme fondamentale	77
I. La suprématie de la Constitution sur les engagements internationaux.....	77
II. La suprématie de la Constitution sur la loi.....	88
<i>Section 2</i>	
Les bases constitutionnelles du droit administratif.....	94
I. Le domaine du règlement.....	94
II. Les titulaires du pouvoir réglementaire	99
III. Modalités d'exercice du pouvoir réglementaire.....	109
<i>Chapitre 2</i>	
La norme internationale	113
<i>Section 1</i>	
La vérification des conditions d'insertion du traité dans l'ordre juridique français.....	114
I. Vérification des conditions de l'approbation ou de la ratification	114
II. Les conditions de publication.....	115
III. Vérification de la condition de réciprocité	115
IV. L'interprétation du traité.....	116
V. Les conditions posées pour qu'un particulier puisse se prévaloir d'un traité	117
<i>Section 2</i>	
Les règles coutumières	119
<i>Chapitre 3</i>	
L'ordre juridique communautaire	123
<i>Section 1</i>	
La consécration progressive de la primauté du droit communautaire.....	124
<i>Section 2</i>	
L'effet direct des directives	131
<i>Chapitre 4</i>	
Les principes généraux du droit	135
<i>Section 1</i>	
Notion	135
<i>Section 2</i>	
La place des principes généraux du droit dans la hiérarchie des normes	139
<i>Section 3</i>	
Principes généraux du droit et principes à valeur constitutionnelle.....	140

<i>Troisième partie</i>	
Les personnes participant à l'action administrative	
	147
<i>Chapitre 1</i>	
L'État	149
<i>Section 1</i>	
Le pouvoir hiérarchique	149
<i>Section 2</i>	
Les autorités administratives indépendantes	153
<i>Chapitre 2</i>	
Les collectivités territoriales	161
<i>Section 1</i>	
La notion de compétence générale	161
<i>Section 2</i>	
La distinction avec l'établissement public	164
<i>Section 3</i>	
Le pouvoir réglementaire des collectivités territoriales	165
<i>Section 4</i>	
Le contrôle de l'État sur les collectivités territoriales	167
1. Le déferé préfectoral.....	167
2. Le pouvoir de substitution du préfet	173
<i>Chapitre 3</i>	
Les personnes publiques spécialisées	177
<i>Section 1</i>	
L'établissement public	177
I. Autorité compétente pour créer un établissement public	177
II. Critères de l'établissement public	179
III. La distinction établissement public administratif /	
établissement public industriel et commercial	181
IV. Le régime de l'établissement public.....	183
<i>Section 2</i>	
Les personnes publiques <i>sui generis</i>	187
I. La controverse de l'arrêt Monpeurt	187
II. Résurgence de personnes publiques spéciales	189
III. Les autorités publiques indépendantes	190
<i>Section 3</i>	
Le statut des personnes publiques	195
I. Limites à l'utilisation des modes alternatifs de règlement des litiges.....	195
II. L'impossibilité d'utiliser les voies d'exécution	
de droit commun contre une personne publique	198
III. L'intervention des personnes publiques dans la vie économique.....	200
<i>Chapitre IV</i>	
Les personnes privées chargées d'une mission de service public	209

<i>Quatrième partie</i>	
<hr/>	
Les moyens d'action de la puissance publique	215
<i>Chapitre 1</i>	
Les principes applicables aux services publics	217
<i>Section 1</i>	
Absence d'un principe de gratuité	218
<i>Section 2</i>	
Principe d'égalité	219
<i>Section 3</i>	
La continuité	223
<i>Section 4</i>	
La mutabilité	226
<i>Section 5</i>	
L'accès aux documents administratifs	228
<i>Chapitre 2</i>	
La police administrative	233
<i>Section 1</i>	
Différence entre police administrative et police judiciaire	234
<i>Section 2</i>	
Les missions de police administrative	237
<i>Section 3</i>	
Les autorités de police administrative générale	238
I. Pouvoir de police du Premier ministre	238
II. Le pouvoir de police du maire.....	239
III. Le pouvoir de police du préfet.....	240
IV. Le pouvoir de police du président du conseil général	242
<i>Section 4</i>	
Les polices administratives spéciales	243
<i>Section 5</i>	
Le concours des mesures de police	245
<i>Section 6</i>	
Le contrôle des mesures de police	247
<hr/>	
<i>Cinquième partie</i>	
<hr/>	
Les modalités d'exercice des compétences	
251	
<i>Titre premier</i>	
L'acte administratif unilatéral	
253	
<i>Chapitre 1</i>	
Définition de l'acte administratif unilatéral	255
<i>Section 1</i>	
L'acte administratif, un acte à caractère impératif	256
I. La distinction des circulaires interprétatives et des circulaires réglementaires	256

II. Recevabilité du recours contre les circulaires interprétatives à caractère impératif	258
III. Les mesures d'ordre intérieur	261
<i>Section 2</i>	
La distinction des actes réglementaires, des actes individuels et des actes non réglementaires	266
<i>Chapitre 2</i>	
Régime de l'acte administratif	269
<i>Section 1</i>	
Les garanties de l'administré face à l'élaboration de l'acte administratif.....	269
I. L'identification de l'auteur de l'acte.....	270
II. La participation à l'élaboration de l'acte.....	273
III. La connaissance de l'acte.....	275
<i>Section 2</i>	
La disparition de l'acte administratif	279
I. Le retrait	280
II. L'abrogation	287
<i>Chapitre 3</i>	
Le contrôle du juge administratif sur les actes administratifs unilatéraux	295
<i>Section 1</i>	
Les particularités du recours pour excès de pouvoir	296
I. L'intérêt pour agir	296
II. Les pouvoirs du juge de l'excès de pouvoir	300
<i>Section 2</i>	
L'étendue du contrôle du juge administratif sur l'acte administratif.....	314
I. Les causes d'ouverture du recours pour excès de pouvoir	314
II. La violation de la loi : le contrôle des motifs	317
<i>Titre second</i>	
Le contrat administratif	
<i>Chapitre 1</i>	
Notion de contrat administratif.....	333
<i>Section 1</i>	
Le critère alternatif: clauses exorbitantes et participation à l'exécution même du service public	333
I. Les stipulations du contrat : les clauses exorbitantes du droit commun	333
II. L'objet du contrat la participation à l'exécution même du service public.....	335

<i>Section 2</i>	
Le critère organique	345
I. Exceptions à l'exigence d'une personne publique au contrat.....	345
II. Les contrats conclus entre deux personnes publiques	349
Chapitre 2	
Le régime du contrat administratif	353
<i>Section 1</i>	
Les prérogatives de la personne publique	353
I. Le pouvoir de résiliation unilatérale.....	353
II. Le pouvoir de modification unilatérale	356
<i>Section 2</i>	
Les garanties accordées au cocontractant	357
I. Les sujétions imprévues.....	357
II. L'imprévision	358
III. Le fait du prince.....	360
IV. La force majeure.....	361
Chapitre 3	
Les actions juridictionnelles contre le contrat	365
<i>Section 1</i>	
L'action contractuelle des parties au contrat	365
<i>Section 2</i>	
La contestation du contrat par la voie	
du recours pour excès de pouvoir	372
I. Recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables.....	373
II. Recours pour excès de pouvoir contre le contrat	376
<i>Section 3</i>	
Recours de pleine juridiction des concurrents	
évincés contre le contrat	378
<hr/>	
<i>Sixième partie</i>	
La responsabilité de la puissance publique	
	381
Chapitre préliminaire	
Les conditions d'engagement de la responsabilité	
de la puissance publique	383
<i>Section 1</i>	
Le délai d'action	383
<i>Section 2</i>	
Le préjudice et le lien de causalité	385
I. Le lien de causalité.....	385
II. Le préjudice	387
<i>Section 3</i>	
Les causes exonératoires	390
<i>Section 4</i>	
L'action contre la personne publique	391

<i>Chapitre 1</i>	
La responsabilité pour faute	393
<i>Section 1</i>	
Notion de faute de service	393
<i>Section 2</i>	
Le recul de la faute lourde	398
<i>Chapitre 2</i>	
La responsabilité sans faute	407
<i>Section 1</i>	
Responsabilité fondée sur le risque	407
I. Responsabilité du fait des dommages causés par des méthodes dangereuses ou libérales	407
II. Dommages causés par des activités dangereuses de la puissance publique.....	409
III. La responsabilité du collaborateur occasionnel du service public	410
IV. Régimes légaux de responsabilités fondées sur le risque.....	412
<i>Section 2</i>	
La responsabilité fondée sur la rupture du principe d'égalité des citoyens devant les charges publiques	414
I. La responsabilité de l'État législateur	415
II. Responsabilité du fait d'une convention internationale	419
III. La responsabilité du fait de l'inexécution d'une décision juridictionnelle	420
IV. La responsabilité du fait d'un acte administratif légal	421
<i>Section 3</i>	
La responsabilité fondée sur la garde	423
<i>Chapitre 3</i>	
Faute de service et faute personnelle du fonctionnaire	429
<i>Section 1</i>	
Le cumul de fautes	431
<i>Section 2</i>	
Le cumul de responsabilités	434
I. La jurisprudence Époux Lemonnier	435
II. La faute personnelle détachable non dépourvue de tout lien avec le service	436
III. L'action de la personne publique contre l'agent	439
<i>Section 3</i>	
Faute personnelle, faute de service et faute pénale	442
Bibliographie	445
Tableau des abréviations	446
Index thématique	447
Index des arrêts cités	453